

- 644 / 1 - 91 / 92 (S.E.)

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

11 SEPTEMBRE 1992

**NOTE DE POLITIQUE GENERALE
du Ministère des Finances (18)
pour l'année budgétaire 1993 (**)**

(*) Première session de la 48^e législature.
(**) Conformément à l'article 79, n° 1, du Règlement de la Chambre des Représentants, le ministre des Finances a transmis la note de politique générale de son département.

- 644 / 1 - 91 / 92 (B.Z.)

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

11 SEPTEMBER 1992

**BELEIDSNOTA
van het Ministerie van Financiën (18)
voor het begrotingsjaar 1993 (**)**

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.
(**) Overeenkomstig artikel 79, n° 1, van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de minister van Financiën de beleidsnota van zijn departement overgezonden.

1. Composition et évolution des moyens budgétaires sollicités.

Le budget du Ministère des Finances prévoit, d'une part et principalement, des moyens budgétaires nécessaires au fonctionnement d'un appareil administratif assurant l'exécution de la politique financière et fiscale quotidienne du gouvernement et, d'autre part, des moyens budgétaires nécessaires à l'exécution des engagements financiers internationaux de la Belgique. Ces deux groupes de dépenses sont en rapport direct avec les missions de ce département.

Les moyens destinés à la contribution de la Belgique dans le financement des Communautés européennes ainsi que ceux de la Caisse Nationale des calamités demandent d'être signalés séparément. Ainsi en est-il pour les moyens budgétaires repris dans ce budget comme provision interdépartementale. Ces trois groupes sont inscrits dans le budget du Ministère des Finances pour des raisons d'ordre purement technique.

Après un bref aperçu des moyens budgétaires demandés par le Ministère des Finances et un résumé de leur évolution par rapport à 1992, on abordera la contribution de ce département à la réalisation de la politique du Gouvernement.

Pour l'année budgétaire 1993, un crédit global de 75,9 milliards de francs est prévu pour le Ministère des Finances.

Ces prévisions sont, dans les grandes lignes, résumées comme suit:

- 1.- les moyens de subsistance de deux Cabinets: 109,5 millions de francs;
- 2.- les moyens de subsistance du Département: 43,8 milliards de francs. Ceux-ci peuvent être scindés en 36,3 milliards de francs en frais de personnel, 7,5 milliards de francs en frais de fonctionnement (repris dans neuf programmes de subsistance: 40/0, 50/1, 50/2, 50/3, 50/4, 50/5, 60/0, 61/0 et 62/0) et 1.400 millions de francs en moyens pour la Caisse nationale des Calamités;
- 3.- diverses dépenses financières à concurrence de 11,8 milliards de francs (inscrits dans quatre programmes d'activités 61/1, 61/2, 61/3 et 61/4), relatives aux obligations financières internationales et à la réalisation de la garantie de l'Etat;
- 4.- la contribution de la Belgique au financement des Communautés européennes pour un montant de 15,1 milliards de francs (allocation de base 34.02 du programme 61/1);
- 5.- une provision interdépartementale de 3,6 milliards de francs (programme d'activités 60/1).

Par rapport au budget de 1992, les moyens budgétaires sollicités évoluent comme suit:

	1991 ajusté (1)	1992 projet amendé (2)	1993 projet (3)	variation 1993/1992 (3) - (2)
Cabinets	269,7	134,1	109,5	- 24,6
Moyens de subsistance	41.119,0	42.558,0	43.835,3	+ 1.277,3
Caisse Nationale des Calamités	353,0	168,0	1.400,0	+ 1.232,0
Activités (hors contribution CEE)	7.514,2	8.786,7	11.829,9	+ 3.043,2
Contribution CEE	11.802,3	13.594,3	15.127,0	+ 1.532,7
Provisions interdépartementales	4.099,1	495,0	3.640,9	+ 3.145,9
Total:	65.157,3	65.736,1	75.942,6	+ 10.206,5

L'augmentation de 10,2 milliards de francs par rapport au budget de l'année 1992 découle principalement de cinq facteurs.

L'augmentation, causée par les moyens de subsistance, se situe au niveau:

1. des mesures en matière de politique de personnel (+ 1,1 milliard de francs), essentiellement suite à la réalisation du recrutement de personnel contractuel principalement à l'Administration des contributions directes;

2. de certains frais de fonctionnement courants (+ 0,2 milliard de francs) tandis que les dépenses d'investissement ont été stabilisées à 0,9 milliard de francs;

3. L'augmentation émanant des relations financières internationales se situe, comme en 1992, de nouveau au niveau de la contribution belge au financement des Communautés européennes (+ 1,5 milliard de francs);

4. Les augmentations les plus importantes se manifestent sur le plan de la réalisation de la garantie de l'Etat (+ 3,5 milliards de francs). Celles-ci sont entièrement causées par les dépenses dans le cadre des programmes Airbus (+ 1,1 milliard de francs) et par la couverture des pertes de l'Office Central de Crédit Hypothécaire et de l'Institut National de Crédit Agricole (+ 2,4 milliards de francs).

5. La provision interdépartementale cause une augmentation technique de 3,1 milliards de francs.

2. Le Ministère des Finances et la politique générale du Gouvernement.

Certaines dépenses ont un intérêt direct pour la réalisation de la politique générale du Gouvernement axée sur le rapport avec le citoyen, la réalisation du marché interne européen et l'assainissement continu des finances publiques.

2.1. Le bon fonctionnement du Ministère des Finances comme service public est essentiel pour améliorer les rapports réciproques entre le citoyen et ses Institutions.

C'est de ce point de vue que l'on doit apprécier les moyens de subsistance de 43,8 milliards de francs (contre 42,6 milliards de francs en 1992).

Dans le courant de l'année 1993, des efforts considérables seront entrepris pour aboutir à une simplification des obligations fiscales du citoyen. Dans certains cas, le projet BELCOTAX rendra superflue une déclaration des revenus en matière d'impôt des personnes physiques. En rendant opérationnel le projet CADNET, une mise à jour automatique des registres cadastraux sera réalisée de telle sorte que la composition du revenu cadastral du citoyen sera plus vite adaptée à sa nouvelle situation en matière de possession de biens immobiliers. Avec l'harmonisation des procédures fiscales et l'instauration d'une administration de recouvrement unique, le contribuable ressentira sur ce point une simplification ainsi qu'une augmentation de la sécurité de droit.

De même, les efforts sur le plan de la gestion du personnel et sur le plan de la communication interne et externe orientent l'utilisation des moyens de subsistance en vue d'une meilleure relation avec le citoyen.

Ce ne sont que quelques exemples de projets concrets qui font essentiellement partie du "Plan quinquennal" entamé en 1992 (voir aussi le point 3).

En outre, on ne peut pas perdre de vue que la prévision budgétaire de 1.400.000.000 de francs de moyens pour la Caisse nationale des Calamités sert à indemniser les citoyens dans les dégâts intervenus suite aux vents de tempête au début de l'année 1990 et pour qui les dossiers de paiement seront terminés dans le courant de l'année 1993.

2.2. Au sein du Ministère des Finances, la réalisation du Marché interne européen se concrétise par la restructuration de l'Administration des douanes et accises (cfr. le point 4.2.2.) et dans l'extension de la capacité de traitement de l'information automatisée de l'Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines. Ceci pendant que l'Administration de la trésorerie assure la finalisation de la modernisation des marchés publics et de ses propres produits financiers. Le coût de la transformation de ces Administrations est incorporé dans les moyens de subsistance précités. En plus, la participation Belge dans le financement des Communautés européennes exige des moyens budgétaires importants, un effort annuellement croissant.

La réalisation de la garantie de l'Etat pour l'Office Central de Crédit Hypothécaire (O.C.C.H.) et l'Institut National de Crédit Agricole (INCA) qui cadre dans la restructuration des institutions publiques de crédit, se situe avec son impact budgétaire de 2.455.000.000 de francs (programme 61/4) dans le contexte de la réalisation du marché interne européen.

2.3. L'assainissement des finances publiques devra avant tout être atteint par le Plan quinquennal s'accompagnant pour les administrations fiscales d'une politique de personnel persévérante et d'un appui logistique adéquat sur le plan de l'automatisation ainsi que d'une gestion active de la Dette Publique. Ce budget envisage des résultats concrets en cette matière.

2.4. Les provisions interdépartementales à concurrence de 3.640.900.000 de francs représentent le total des besoins connus à ce jour et doivent déjà être reprises dans le solde net à financer, sans qu'il y ait pourtant une affectation départementale possible voire souhaitable. Le Gouvernement considère la répartition de ces moyens dans le courant de l'année budgétaire comme faisant partie de sa politique qui se concrétisera en 1993.

Cette provision a le caractère d'un "plafonnement" de certaines dépenses, ce qui signifie qu'une répartition ultérieure se réalisera en fonction de la plus grande utilité.

3. *Le Ministère des Finances et le Citoyen ou "le Plan quinquennal" pour les Administrations fiscales.*

L'organisation et le fonctionnement actuels des administrations fiscales sont certainement susceptibles d'être améliorés au point de vue de leur efficacité, moyennant une restructuration profonde.

Le Plan quinquennal veut y parvenir par le biais d'une globalisation et d'une coordination de plusieurs projets s'étayant mutuellement et ce, dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Par des réformes structurelles, le plan envisage:

- une organisation plus efficace des administrations fiscales (en rationalisant et en harmonisant) avec productivité accrue des moyens mis en oeuvre;
- une perception des impôts plus juste, équitable et équilibrée.

Le plan témoigne d'une volonté déterminée de moderniser et de réorganiser à terme les administrations fiscales.

Dans le courant de l'année 1992, certains points de ce Plan quinquennal ont été concrétisés. C'est actuellement le cas pour les mesures d'accompagnement qui étaient mentionnées sous le point 7.6. de la ligne de politique générale de 1992.

- l'Administration a élaboré un avant-projet de Code, en matière de procédures fiscales, qui sera soumis au Conseil des Ministres pour dépôt auprès du Parlement après concertation avec le Ministère de la Justice.

- La "cellule d'audit interne" sera opérationnelle au 1er octobre 1992. La procédure de sélection est terminée.

- Le projet "BELCOTAX" vise l'exemption de déclaration fiscale aux personnes physiques pour lesquelles suffisamment de données sont disponibles pour compléter la déclaration de l'impôt des personnes physiques. Les travaux préparatoires ont évolué de telle façon que la nouvelle procédure est envisageable pour l'exercice d'imposition 1994.

- La banque de documentation fiscale est en plein développement.

- En complément des quatre points précédents, six directions régionales de recouvrement seront instaurées à l'Administration des contributions directes et 75 fonctionnaires du niveau 1 renforceront le secteur du recouvrement dans des "cellules juridiques".

Ainsi quelques conditions sont réunies permettant de préparer de façon schématique la concrétisation du Plan quinquennal.

Dans le courant des années 1993, 1994, 1995 et 1996, une partie importante des 43,8 milliards de moyens de subsistance s'orienteront de façon à rendre ces nouvelles structures viables. Quant aux cinq points essentiels du Plan quinquennal, un aperçu de leur état d'avancement est décrit ci-après en fonction de leur degré de réalisation.

3.1. La restructuration de l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts s'exécutera rapidement.

La réorganisation structurelle des services extérieurs adaptée aux besoins actuels en matière de lutte contre la fraude vise une organisation plus fonctionnelle et plus efficace de cette Administration.

La recherche d'un personnel qualitativement meilleur et une plus grande stabilité de ce personnel seront favorisées par le développement de possibilités de carrière similaires à celles qui sont d'application dans les administrations d'origine des fonctionnaires.

L'I.S.I. procèdera à une meilleure sélection des dossiers à traiter.

3.2. La réorganisation intégrale de l'Administration des douanes et accises en vue de l'achèvement du marché interne européen prévu pour le 1er janvier 1993 a été réalisée. Une solution adéquate a pu être élaborée pour les 1.922 membres du personnel touchés par cette restructuration. Le transfert du personnel excédentaire vers d'autres administrations et les mesures d'accompagnement que cela exige, sont pour l'instant en pleine élaboration et sont décrites sous le point 4.2.2.

3.3. Quant à la création d'une administration de recouvrement, des décisions structurelles se prennent de façon systématique préparant cette nouvelle entité.

Par la création d'un recouvrement commun à toutes les impôts et taxes, un "compte unique" par contribuable pourrait être introduit avec une soixantaine de services de recouvrement. Une exécution en deux phases à partir de 1995 viserait d'abord le recouvrement en matière de contributions directes et de T.V.A. et ensuite le recouvrement des autres impôts.

Dans ce but, la restructuration des bureaux de recettes des contributions a déjà été réalisée en 1990 et le nombre de ces bureaux fut diminué d'une centaine. Dans le courant de 1992 et 1993, l'automatisation complète de la perception et de la comptabilité des bureaux de recette des contributions directes sera progressivement appliquée.

Un groupe de travail examine à l'heure actuelle les méthodes de travail en vue de leur simplification et de leur rationalisation. Il étudie la création de six directions régionales de recouvrement. En plus, on prépare la création de "cellules juridiques" qui prêteront leur collaboration au secteur de recouvrement dans l'exercice des poursuites et contribueront à une amélioration du recouvrement.

Il est prévu que ces cellules juridiques soient composées de 75 contrôleurs adjoint. L'intention est d'intégrer ultérieurement ces cellules dans l'administration de recouvrement à créer.

3.4. Les Administrations concernées par l'harmonisation des circonscriptions de l'Enregistrement et des bureaux du Cadastre introduiront pour la fin du mois d'octobre leurs conclusions et leurs propositions de telle sorte que les procédures de concertation et de consultation puissent être entamées. On vise des circonscriptions homogénéisées englobant des communes entières et se situant dans le même arrondissement judiciaire. Le nombre de circonscriptions devraient dès lors diminuer. On a examiné au niveau des Directions régionales et des Inspections, sur base de quels critères on peut attribuer et redistribuer le volume de travail des bureaux du Cadastre et de l'Enregistrement.

L'entrée en vigueur de cette harmonisation est prévue dans le courant de l'année 1993 et devra être terminée le 31 décembre 1993.

3.5. Le regroupement fonctionnel des services des Contributions directes et de la T.V.A. est un projet de grande envergure nécessitant une étude préparatoire bien approfondie.

Dans les grandes lignes, le pays serait subdivisé en 180 circonscriptions avec "centres de gestion" dotées chacune d'un service de gestion en matière de contributions directes et un service de gestion en matière de T.V.A.. Ces services sont appelés à assurer la "gestion" du dossier fiscal et le contrôle des salariés.

En matière d'impôt des sociétés le pays ne compterait que soixante services de gestion.

Soixante "centres de contrôle" seraient établis et vérifieraient de manière polyvalente l'application de l'impôt des personnes physiques autres que salariées, de la T.V.A. et de l'impôt des sociétés, ceci dans le chef d'une même personne.

La circonscription de ces centres de contrôle regrouperait les ressorts de trois centres de gestion en matière d'impôt des personnes physiques et de T.V.A. et coïnciderait avec un centre de gestion en matière d'impôt des sociétés.

Cette réforme dépend cependant:

- d'un recrutement plus nombreux et plus rapide de personnel qualifié;
- de la polyvalence des fonctionnaires de niveau I et donc de la polyvalence de leur fonction;
- de la poursuite de l'automatisation et de l'informatisation;
- de l'établissement dans des immeubles communs;
- de l'harmonisation des procédures et de la simplification de la législation.

Afin de réaliser cette partie du Plan quinquennal:

- les fonctionnaires de la T.V.A. seront formés en matière d'impôt des personnes physiques et des sociétés;
- le principe du classement alphabétique des assujettis, pour les centres de gestion et les centres de contrôle, sera concrètement mis au point;

- on achèvera de concert l'étude relative à la création de centres de gestion T.V.A. pour les personnes physiques et de centres de gestion T.V.A. pour les sociétés, dans les quatre grandes agglomérations, Anvers, Bruxelles, Gand et Liège;
- on fixera des critères d'établissement qui permettront de situer les assujettis dans des ressorts qui coïncident pour la T.V.A. et pour les contributions directes;
- le personnel, la localisation et l'espace nécessaire seront déterminés d'après les besoins des nouveaux services;
- des méthodes de travail fonctionnelles (par exemple au niveau des procédures de contrôle) et la collaboration entre les nouveaux services seront définitivement mises au point;
- On recherchera la meilleure manière, pour les nouveaux services, de faire face aux développements récents en matière de comptabilité, d'informatique et de fraude.

L'entrée en vigueur de cette réforme est prévue le 1er janvier 1995.

Dans l'attente de cette profonde réorganisation, un effort important sera dès à présent fourni pour renforcer le contrôle des entreprises et pour disposer du personnel qualifié nécessaire en la matière.

Les moyens budgétaires qui y sont affectés dans le budget de 1993 peuvent mener directement aux actions suivantes:

- le recrutement plus nombreux et plus rapide d'un personnel qualifié, c'est-à-dire la deuxième et la troisième tranche des 1.500 agents contractuels des niveaux 1 et 2;
- l'informatisation intensive et l'automatisation des services.

La réalisation de ce Plan quinquennal ne sera certainement pas une tâche facile et nécessitera du courage et de la persévérance de la part des Autorités du Ministère des Finances et des fonctionnaires. Afin de soutenir la réalisation de ce plan, il sera inévitable de pourvoir à un investissement supplémentaire en personnel qualifié, en matériel informatique et en localisation efficace des fonctionnaires.

4. Le Ministère des Finances et le Marché Européen intégré.

4.1. Les marchés et les produits financiers

La modernisation des marchés et produits financiers en vue de la mise en vigueur du marché interne européen fut entamée de façon systématique depuis 1988 et formait un défi d'envergure.

Dans la période 1988-1992 des initiatives rénovatrices ont été prises sur le plan du cadre légal dans lequel l'organisation financière du pays doit être modernisée. Il est nécessaire de rappeler le besoin urgent d'une réponse adaptée de l'autorité en ce qui concerne:

- le développement de la libre concurrence suite à l'unification du marché européen;
- la création de produits financiers issue des innovations technologiques;
- la nécessité d'en arriver à un marché transparent et performant;
- le besoin d'une information financière fiable.

4.1.1. Une meilleure transparence des opérations financières avait déjà été mise en place, avec, d'une part l'instauration d'une obligation d'information qui permet à la Commission bancaire et financière, à la société concernée et à ses actionnaires, d'être informés des mouvements importants de l'actionnariat (loi du 2 mars 1989) et, d'autre part, l'établissement d'un cadre légal dans lequel l'offre publique d'achat est réglementée (loi du 9 mars 1989) et l'introduction de la notion de "délict d'initiés".

Le concept de grand marché unique européen met surtout l'accent sur la libre concurrence dans le secteur financier.

4.1.2. C'est la loi du 4 décembre 1990 sur les transactions financières et les marchés financiers qui concrétise la modernisation institutionnelle du marché financier belge. Entre temps cette loi a été modifiée en ce qui concerne les organismes de placement en créances par la loi du 5 août 1992 qui a élargi ce cadre juridique de telle sorte qu'en Belgique la titrisation des créances est rendue possible.

De la mise en place de l'intégration financière européenne, il est possible de tirer un maximum d'avantages pour le centre financier belge. Ces avantages sont renforcés par le développement d'une large gamme de produits et services financiers libres d'accès pour un public d'investisseurs tant belges qu'étrangers aussi large que possible. Ceci est déjà partiellement réalisé par la loi du 4 décembre 1990.

4.1.3. Il était évident que l'autorité, en tant qu'important demandeur sur le marché financier, devait agir en la matière et mener à la réforme complète du marché des titres de la dette publique. Ceci devait aller nécessairement de pair avec la réforme de la politique monétaire en ce sens que, dans ce contexte, le lien privilégié entre le Trésor et la Banque nationale n'était plus souhaitable.

Une telle intervention avait déjà été préparée en augmentant l'attrait du franc belge par l'élimination des obstacles qui se dressaient par l'application du précompte mobilier (diminution de 25 à 10% le 1er mars 1990), par la suppression du double marché des changes le 5 mars 1990 et la décision en juin 1990 de lier le franc belge aux monnaies fortes du SME.

De par la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et des instruments de la politique monétaire, le Trésor est demandeur sur les marchés monétaires et financiers au même titre que d'autres institutions et en conformité avec les conditions du marché.

La politique budgétaire peut dès lors se distinguer de la politique monétaire. Du fait de la césure opérée dans le financement monétaire de la dette publique par la Banque nationale, le marché monétaire et le marché des capitaux ont été stimulés dans le sens d'une concurrence plus libre. D'un autre côté, cela garantit au Trésor une réduction des frais de financement de l'autorité au niveau réalisable le plus bas.

L'émission de certificats de trésorerie repose à présent sur la mise en compétition d'investisseurs et sur une extension de l'accès à cette émission aux entreprises non financières du pays. Les certificats de trésorerie ont pris la forme de titres dématérialisés afin d'accroître la rapidité et la sécurité de leur négociation entre détenteurs.

4.1.4. La loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public de crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des institutions de crédit a mis ce secteur en mesure de pouvoir opérer comme les institutions financières privées.

L'harmonisation tant des conditions de fonctionnement des organismes que de leur contrôle a été réalisée.

Ceci fut réalisé explicitement dans le cadre européen de l'ouverture des frontières à la libre circulation des capitaux et des services et dans le cadre de la libre concurrence qui en découle. Les conditions de fonctionnement et de concurrence ont cependant été élaborées sans compromettre l'ancrage public et sans anéantir les fonctions spécifiques et les missions sociales de ces organismes. La restructuration du "pool CGER" du secteur public de crédit sera opérationnel au 1er octobre 1992.

Ces quatre réformes doivent être envisagées compte tenu du contexte belge et européen: la nécessité de rendre notre droit national conforme aux diverses directives européennes à côté d'un souci permanent de donner à Bruxelles la possibilité réelle de devenir un centre financier attractif.

Ainsi, à la veille de l'entrée en vigueur du marché européen intégré, la Belgique est entièrement opérationnelle sur ce plan.

4.2. Les réformes administratives.

Le nouveau contexte européen devait inévitablement entraîner l'adaptation de l'appareil administratif.

4.2.1. L'Administration de la trésorerie a été équipée en 1990 d'un "tradingroom" moderne. Les investissements en matière d'informatique et les efforts de modernisation seront poursuivis.

4.2.2. Mais sur le plan de l'adaptation de l'appareil administratif le défi le plus grand se situait au niveau de la restructuration de l'Administration des douanes et accises.

La restructuration de cette administration dans le cadre du marché unique européen a conduit à la suppression de 87 résidences de service et à la diminution de l'effectif dans 74 résidences de service.

Pour un cadre de 8.154 emplois, on estime qu'au 31.12.1992, 6.432 unités seront occupées. Les suppressions se traduisent par 1.922 agents dont l'emploi est touché par cette restructuration.

Pour les fonctionnaires concernés qui en 1993, auront atteint l'âge de soixante ans ou l'auront dépassé, une enquête est menée pour déterminer le nombre de ceux qui souhaitent bénéficier du régime de la retraite anticipée au 1er janvier 1993.

Pour les agents dont l'emploi est supprimé et qui ont atteint l'âge de 55 ans, on vérifie dans quelle mesure ils introduiront dans le courant de l'année 1993 une demande de mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant une mise à la retraite anticipée d'office à soixante ans.

Les autres agents concernés par la restructuration entrent en ligne de compte pour l'application des mesures de reclassement: soit une mutation au sein de l'Administration des douanes et accises, soit une affectation dans les autres administrations du Ministère des Finances ou dans les autres ministères et services publics, en ce compris les provinces et les communes.

Les postes d'utilisation seront repris dans un cadre d'extinction comportant un emploi pour chacun des agents à réaffecter. Les emplois de ce cadre sont supprimés au fur et à mesure du départ des agents attachés.

Pour l'instant, on prévoit le reclassement de 1.084 agents, 286 ayant déclaré envisager la retraite anticipée et 552 comptant introduire une demande de mise en disponibilité.

Il est prévu dans un système d'indemnités uniques et extinctives comme une prime de recyclage, une indemnité de déménagement et une indemnité pour le cas où le trajet du domicile au travail et/ou la durée du voyage sont supérieurs à la situation actuelle. Ces nouvelles indemnités sont estimées à 145,5 millions de francs et disparaîtront dans l'année. A l'heure actuelle, sont déjà compensées pour 62,9 millions de francs sur les frais de fonctionnement et pour 164,4 millions de francs au niveau de la masse salariale.

Cette masse salariale en extinction est pour l'instant évaluée à 1.382,4 millions de francs.

4.2.3. Suite à la chute des barrières fiscales au sein de la C.E.E. et à la suppression des contrôles douaniers internes prévues par la directive 77/388/CEE du Conseil, la Belgique est obligée de créer un nouveau système de contrôle automatisé. Le règlement n° 218/92 du 29 janvier 1992 concernant la collaboration administrative oblige les autorités compétentes des Etats-membres à tenir une banque de données automatisée pour le stockage et le traitement des informations auxquelles les autorités des autres Etats-membres doivent avoir accès automatiquement et sans délais.

Il s'agit, d'une part de la mise à jour d'une banque de données des assujettis d'un Etat-membre et, d'autre part, de la récolte trimestrielle des données concernant les chiffres d'affaires intracommunautaires.

Dans le cadre de l'entrée en vigueur du marché interne européen le nombre d'assujettis à la T.V.A. augmentera ainsi que les travaux dans les offices de contrôle T.V.A., en ce qui concerne l'encodage des données ayant trait aux livraisons de biens et aux prestations de services des assujettis à la T.V.A. avec ceux d'autres Etats-membres de la CEE.

Lors du contrôle budgétaire de 1992, le budget amendé de 1992 à prévu un crédit de 50 millions pour l'extension de la capacité de traitement d'information automatisée auprès de l'Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines. Cette capacité de travail sera opérationnelle au 1er janvier 1993 en ce qui concerne ces nouvelles obligations. Les moyens budgétaires prévus en 1993 permettent le financement des nouveaux appareils, les frais de communications internationales et l'emploi temporaire de personnel supplémentaire.

5. Le Ministère des Finances et l'assainissement des finances publiques.

La contribution du Ministère des Finances à l'assainissement de finances publiques ne peut être obtenue sans que l'on soutienne les restructurations nécessaires avec des instruments appropriés.

Une gestion active de la dette publique doit aider à maîtriser de façon aussi stricte que possible le poste de dépenses du Budget de l'Etat le plus important.

Assurer un produit optimal suite à l'application des lois fiscales nécessite tout autant une politique de personnel vigilante et une automatisation bien localisée.

Ce budget envisage de soutenir les restructurations préconisées par les options suivantes.

5.1. Une gestion active de la dette publique.

Deux ans après la réforme du 29 janvier 1991, les nouveaux produits (obligations linéaires, certificats de trésorerie, emprunts et placements interbancaires) sont à présent techniquement bien établis. L'attention du Trésor se porte vers la recherche de perfectionnements possibles.

Plus précisément il s'agit de:

- a) l'établissement d'un programme d'émissions d'obligations linéaires libellées en ECU;
- b) l'intensification de la pratique d'adjudications de rachat et d'échange visant les emprunts classiques; cette action vise deux buts: habituer le marché à l'emploi de ces produits et viser au réinvestissement des valeurs dégagées en obligations linéaires;
- c) promouvoir la dématérialisation des titres;
- d) promouvoir les produits annexes des émissions modernes, tels que les futures et les options.

Désirant appuyer par une action concrète et renouvelée l'établissement d'une unité monétaire européenne dans le cadre de l'union monétaire européenne, les gestionnaires du Trésor ont établi un programme d'obligations linéaires en ECU cité plus haut ainsi qu'un programme d'Eurocommercial Paper libellé dans cette monnaie. Les tirages sur ces deux programmes se feront en fonction de l'état du marché.

Dans le domaine des émissions accessibles aux particuliers, une attention sera accordée à une possible diversification des produits, comme par exemple l'émission d'emprunts de capitalisation.

Quant aux émissions en devises, elles viseront en premier lieu aux renouvellements qui en 1993 sont nombreux en ce qui concerne les emprunts à long terme.

Les différents outils de gestion informatisée seront développés et la possibilité d'une réorganisation des services dans le voie ouverte par la pratique bancaire contemporaine sera envisagée.

Enfin dans son action tout au long de l'année 1993, le Trésor poursuivra comme objectifs:

- d'augmenter le degré de consolidation de la dette publique;
- d'augmenter la durée moyenne des emprunts en pratiquant des échéances finales plus longues;
- de lisser l'échéancier;
- de s'adresser plus directement aux particuliers, par la fréquence des émissions qui leur sont ouvertes et en pratiquant des produits adéquats qui répondent à ce qu'ils attendent en matière de diversification.

5.2. Politique de personnel: qualité et communication.

5.2.1. Aussi bien la réforme de l'impôt des personnes physiques que celui des sociétés, la restructuration des bureaux de recettes, que l'élaboration de divers projets d'automatisation exigent le maintien de l'effectif actuel en personnel. Sur un cadre de 34.040 emplois cela ne représente qu'un taux d'occupation moyen de 86,91 pour-cent.

Le maintien de l'effectif se concrétisa en 1990 et 1991 en compensant les départs des administrations des contributions directs et de la T.V.A., enregistrement et domaines par l'obtention de nouvelles autorisations de recrutement.

Dans la mesure où le remplacement par des statutaires ne s'avèrait pas possible du fait de la durée de la procédure de recrutement, d'un nombre insuffisant de lauréats ou du manque de réaction de la part des lauréats, les emplois vacants ont été occupés par du personnel contractuel.

Des mesures exceptionnelles ont été prises étant donné la nécessité d'assurer un contrôle plus ponctuel des entreprises ainsi que le caractère exceptionnel et temporaire qu'entraînent les travaux cumulés propres à l'automatisation des bureaux de recettes des contributions directes et à l'automatisation des bureaux d'enregistrement.

Les bureaux de contrôle de l'impôt des sociétés ont été dans une première phase renforcés de 600 contrôleurs adjoints et de vérificateurs-adjoints contractuels. Dans la période 1991-1993, 1.500 contractuels seraient recrutés selon le plan. Les modalités de leur recrutement seront équivalentes à celles du personnel statutaire. Par un recrutement de contractuels qui s'avère plus rapide, on veut anticiper ainsi les recrutements statutaires à effectuer dans la période 1992 à 1995. C'est ainsi que le contrôle des entreprises pourra être intensifié tandis que le plan quinquennal se voit muni d'une réelle possibilité de réussite.

Il est dans les intentions de faire participer le personnel contractuel aux examens de recrutement organisés par le Secrétaire Permanent de Recrutement dans le cadre des autorisations de recrutement dont le département dispose et disposera, de telle sorte que les nouvelles structures envisagées pour 1995 soient pourvues du personnel possédant la qualification souhaitée.

Cette opération constitue une condition sine qua non pour que le rationalisation de la tâche fiscale du département ait une chance de succès.

Le présent budget tient cependant compte de l'arrêt général des recrutements décidé par le Gouvernement. Comme prévu initialement, il sera procédé en juin à une évaluation des premiers résultats du recrutement de 600 contractuels. Entretemps, le plan de recrutement initialement conçu sera adapté. Le cas échéant, les crédits nécessaires au financement des recrutements éventuels en 1992 seraient puisés dans la provision interdépartementale.

Afin de réaliser l'automatisation du secteur de l'enregistrement de l'Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines il est prévu de mettre à sa disposition 250 contractuels, en provenance du contingent de 400 personnes qui ont aidé à l'accompagnement de l'automatisation des bureaux des recettes aux Contributions Directes. De ce contingent, 150 unités resteront à la disposition de ces bureaux des recettes. Dans cette matière l'apport susvisé est d'ordre stratégique si on veut en arriver à une homogénéisation des ressorts administratif des bureaux d'enregistrement et les bureaux du Cadastre. Le même raisonnement est valable pour jeter les bases de la nouvelle administration de recouvrement à concevoir.

L'Administration de la trésorerie a également connu une révision de son cadre et 24 contractuels seront engagés afin de renforcer temporairement le Service central des dépenses fixes.

5.2.2. En ce qui concerne l'aspect qualitatif de la politique du personnel, les lignes de force du passé sont prolongées et renforcées. Comme éléments qualitatifs on distingue: la formation et l'information.

En matière de politique de formation, le Département dispose de l'Ecole Nationale de Fiscalité et des Finances et de centres de formation professionnelle pour les administrations fiscales répandus sur tout le territoire. Cette infrastructure a été développée dans les vingt cinq dernières années pour en faire un facteur qualitatif agissant de façon de plus en plus intense. Cela se traduit par l'accompagnement de tous les fonctionnaires dans le développement de leur carrière.

Du fait que le règlement organique du Ministère des Finances rend la carrière dépendante de la réussite d'épreuves et d'examens, le Département assure une préparation optimale et adéquate. Allant de pair avec l'effort personnel important des fonctionnaires, cette politique de formation vise au maintien de la qualité du contenu en ce qui concerne les besoins fonctionnels immédiats du Département. Le contenu des programmes d'examens, le choix des fonctionnaires-enseignants et l'organisation des examens contribuent à la sauvegarde de la qualité intrinsèque de la formation professionnelle.

Outre les formations fiscales et financières, un soin particulier est aussi consacré à la formation générale et à la polyvalence. Tant l'acquisition d'une connaissance élémentaire sur l'organisation étatique du pays que l'organisation financière de l'économie belge - dans son contexte européen et mondial - permettent au fonctionnaire de ne pas isoler ses connaissances techniques dans un monde de pensées immuables. Aussi la fiscalité, la gestion de la dette, la technique budgétaire, les mécanismes de contrôle doivent connaître une pensée évolutive.

Cette approche procure le soutien nécessaire aux fonctionnaires qui perçoivent la dynamique de leur fonction et savent relativiser leur connaissance technique à la lumière des changements qui s'opèrent autour d'eux. Cela développe l'implication de soi et l'ouverture d'esprit, tant dans l'examen des problèmes concrets résultant de l'application de la législation en vigueur qu'au niveau des modifications découlant de la politique gouvernementale.

5.2.3. Afin de développer dans ce contexte une administration efficace, il est prévu une politique interne de l'information. Le but est d'informer les membres du personnel des modifications importantes pour l'exercice de leur fonction et de leur offrir dès lors une information de première main qui leur rend la tâche plus facile, utile et agréable, tant vis-à-vis du public qu'au sein même de leur environnement de travail. Des fonctionnaires mieux et plus rapidement informés savent réfléchir et agir plus efficacement.

A cet égard, un journal d'entreprise a été mis au point et paraît pour l'instant tous les deux mois tandis que sur BRTN et Télé 21 des émissions d'informations trimestrielles sont assurées à l'attention des agents du Ministère des Finances.

Alors qu'en 1992 un plan d'action relatif à l'amélioration de la communication interne était mené, l'attention sera portée en 1993 sur la communication externe. De nombreuses autres initiatives sont en préparation.

5.2.4. La formation en management sera intensifiée.

Une première priorité du management consistera à établir un équilibre entre, d'une part la présence d'éléments jeunes et bien formés et, d'autre part, de fonctionnaires expérimentés ayant de précieuses connaissances.

L'évolution de l'Administration en un Département d'autorité dynamique et soucieux des services publics à rendre dépend dans une grande mesure de l'utilisation positive des forces découlant de l'union de la tradition et de la continuité à la modernisation et au pouvoir d'adaptation.

Un bon management du Ministère des Finances doit viser une exécution équitable et efficace des législations financières, budgétaires et fiscales. Une bonne exécution matérielle des lois s'inscrit tant dans la conception de réglementations pratiques et de structures organisationnelles logiques que dans une mise en oeuvre réfléchie et humaine du personnel, tout cela combiné à la technologie moderne dans un environnement matériel contemporain.

5.3. L'automatisation: assouplissement et accélération des activités administratives.

5.3.1. A l'administration du Cadastre (programme 50.3) un renouvellement de la configuration centrale a été approuvé le 18 décembre 1991. Le réseau complet comprend 10 systèmes régionaux et 954 P.C. comme poste de travail. Par la gestion automatisée des données reprises dans les registres cadastraux, les méthodes de travail de cette administration sont profondément modernisées. La mise au point des banques de données se réalisera au départ des services de contrôle. Par opposition à la mise à jour annuelle des banques de données, les mutations seront introduites dans les bureaux de contrôle, dès qu'elles seront connues. De ce traitement accéléré des mutations, il résultera en fin de compte une perception accélérée du précompte immobilier. Avec la nouvelle banque de données un fichier national des propriétaires est également créé.

Suite à la crise gouvernementale de fin 1991, il n'a pas été possible pour des raisons de technique budgétaire de rendre ce projet opérationnel pour le 1er janvier 1993, date prévue par le planning initial.

Le câblage des bâtiments de service a été entamé en 1992 dans la mesure des crédits disponibles. Les P.C. dont l'acquisition était possible avec les crédits disponibles ont été livrés bien qu'il faudra attendre leur mise en fonction en tant que portes de travail. Néanmoins, le personnel dispose ainsi de la faculté de se familiariser avec les applications bureautiques.

Le projet sera réalisé dans le courant de 1993 de telle sorte qu'il soit entièrement opérationnel au 1er janvier 1994.

L'Administration se chargera de l'accompagnement du monde professionnel du secteur immobilier comme de ses propres fonctionnaires, à l'occasion du lancement du projet. Ce projet bénéficie en 1993 de la priorité absolue.

5.3.2. Conformément à ce qui a été exposé relativement au plan quinquennal des administrations fiscales, l'automatisation intégrale des activités de perception sera mise en place après la restructuration des bureaux de recette des Contributions directes (programme 50.2). Le système automatisé veillera au suivi des sommes dues, à l'apurement des paiements et des remboursements, au calcul des intérêts et des coûts, à la clôture journalière et mensuelle de la comptabilité, au suivi des prescriptions et des poursuites, en bref à l'automatisation intégrale des services de recouvrement. Tant les investissements en matériel qu'en personnel sont couverts par le présent budget.

L'exécution du projet d'automatisation BELCONET à l'Administration des Contributions directes aura mobilisé respectivement 90, 381,4 et 191,7 millions de francs durant la période 1990 à 1992. En 1993 180 millions sont prévus.

La rationalisation de l'obligation de déclaration en matière d'impôt des personnes physiques (projet BELCOTAX) doit être opérationnelle au 1.1.1994.

5.3.3. Dans le cadre du marché européen unifié, l'Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines devra organiser en 1992 son obligation d'information à l'égard des autres Etats membres. Suite à la chute des barrières fiscales et à la suppression des contrôles douaniers internes, un règlement T.V.A. du 27 janvier 1992 a fixé les mesures concrètes pour la mise sur pieds d'un système de contrôle automatisé.

Il s'agit d'une banque de données électronique pour le traitement de données que les administrations nationales peuvent s'échanger. En outre, une banque de données centrale d'enregistrement et d'identification des assujettis à la T.V.A. doit être constituée.

La nouvelle méthode de travail vise une meilleure perception de la T.V.A. et une plus grande égalité de traitement des résidents des différents Etats membres en matière de législation T.V.A.

Ceci nécessite un élargissement de la mémoire et de la capacité de traitement de la configuration informatique de la T.V.A. et une augmentation sensible des frais de communication. Pour 1992 la dépense est estimée à 50 millions et à partir de 1993 à 78 millions sur base annuelle.

5.3.4. Pour les bureaux de l'Enregistrement (programme 50.5), l'achat complémentaire de 500 ordinateurs personnels est prévu. Dans une phase précédente, 500 PC avaient déjà été livrés, outre 180 terminaux et 80 PC qui furent approuvés fin 1990.

5.3.5. Pour l'Administration de la trésorerie (programme 61.0), l'accent est mis sur la gestion de la dette publique tandis qu'une automatisation intégrale des bureaux dans tous les services de cette Administration sera poursuivie.

Quant aux moyens informatiques généraux, ils seront perfectionnés, notamment par l'établissement d'une base de données permettant le contrôle, l'intégration, la synthèse statistique et la comptabilisation moderne de celles-ci.

C'est sur base de cette ligne de politique générale que le Ministère des Finances envisage de réaliser en 1993 ses missions assignées et ses objectifs à poursuivre.

1. Samenstelling en evolutie van de aangevraagde begrotingsmiddelen.

De begrotingsmiddelen die voor het Ministerie van Financiën worden aangevraagd, voorzien in hoofzaak enerzijds in het bestaan van een administratief apparaat dat instaat voor de uitvoering van het dagelijks financieel en fiscaal beleid van de Regering, en anderzijds in de nakoming van de internationale financiële verplichtingen van België. Deze beide groepen staan inhoudelijk rechtstreeks in verband met de opdracht van dit departement.

De middelen bestemd voor de Belgische bijdrage in de financiering van de Europese Gemeenschappen en deze voor de Nationale Kas voor Rampenschade vergen een afzonderlijke vermelding. Zo ook de begrotingsmiddelen die in deze begroting als een interdepartementale provisie worden ingeschreven. Deze drie groepen hebben een louter technische reden van inschrijving tussen de begrotingsmiddelen van het Ministerie van Financiën.

Na een bondig overzicht van de door het Ministerie van Financiën aangevraagde begrotingsmiddelen en een samenvatting van de evolutie ten opzichte van 1992, wordt ingegaan op de bijdrage van het Departement tot het algemeen regeringsbeleid.

Voor het Ministerie van Financiën wordt voor het begrotingsjaar 1993 in totaal voor 75,9 miljard frank aan kredieten voorzien.

Deze vooruitzichten zijn in grote lijnen samengesteld als volgt:

1.- de bestaansmiddelen van twee Kabinetten: 109,5 miljoen fr.-

2.- de bestaansmiddelen van het Departement: 43,8 miljard fr.-. Deze kunnen worden uitgesplitst in 36,3 miljard frank personeelskosten, 7,5 miljard frank werkingskosten (opgenomen in negen bestaansmiddelenprogramma's 40/0, 50/1, 50/2, 50/3, 50/4, 50/5, 60/0, 61/0 en 62/0) en 1.400 miljoen frank aan middelen voor de Nationale Kas voor Rampenschade;

3.- diverse financiële uitgaven ten belope van 11,8 miljard frank (ingeschreven op vier activiteitenprogramma's 61/1, 61/2, 61/3 en 61/4) met betrekking tot internationale financiële verplichtingen en met betrekking tot de realisatie van de Staatswaarborg;

4.- de bijdrage van België in de financiering van de Europese Gemeenschappen ten belope van 15,1 miljard frank (basisallocatie 34.02 op programma 61/1).

5.- een interdepartementale provisie van 3,6 miljard frank (activiteitenprogramma 60/1).

Ten opzichte van de begroting voor 1992 evolueren de aangevraagde begrotingsmiddelen als volgt:

	1991 aangepast (1)	1992 geamendeerd ontwerp (2)	1993 ontwerp (3)	variatie 1993/1992 (3)-(2)
Kabinetten	269,7	134,1	109,5	- 24,6
Bestaansmiddelen	41.119,0	42.558,0	43.835,3	+ 1.277,3
Nationale Kas voor Rampenschade	353,0	168,0	1.400,0	+ 1.232,0
Activiteiten (zonder EEG-bijdrage)	7.514,2	8.786,7	11.829,9	+ 3.043,2
EEG- bijdrage	11.802,3	13.594,3	15.127,0	+ 1.532,7
Interdepartementale provisies	4.099,1	495,0	3.640,9	+ 3.145,9
Totaal :	65.157,3	65.736,1	75.942,6	+ 10.206,5

De stijging met 10,2 miljard frank tegenover de begroting van het jaar 1992 vloeit voornamelijk voort uit vijf factoren.

Inzake de bestaansmiddelen situeert de stijging zich op het vlak van :

1. de maatregelen inzake personeelsbeleid (+ 1,1 miljard frank) ingevolge de gerealiseerde wervingen van contractuele personeelsleden, hoofdzakelijk bij de Administratie der directe belastingen;

2. en sommige lopende werkingskosten (+ 0,2 miljard frank), terwijl de investeringsuitgaven worden gestabiliseerd op 0,9 miljard frank.

3. De stijging uitgaande van de internationale financiële betrekkingen situeert zich, zoals in 1992, opnieuw op het vlak van de Belgische bijdrage in de financiering van de Europese Gemeenschappen (+ 1,5 miljard frank);

4. De sterkste stijgingen doen zich evenwel voor op het vlak van de realisatie van de Staatswaarborg (+ 3,5 miljard frank) waarbij zowel de uitgaven in het kader van de Airbusprogramma's (+ 1,1 miljard frank) als de dekking van de verliezen van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet en het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet (+ 2,4 miljard frank) samen de integraliteit van de stijging voor hun rekening nemen.

5. De interdepartementale provisie zorgt voor een technische stijging met 3,1 miljard frank.

2. Het Ministerie van Financiën en het algemeen Regeringsbeleid.

Sommige uitgaven zijn rechtstreeks van belang voor de realisatie van de doelstellingen van het algemeen Regeringsbeleid, namelijk: het contact met de burger, de eengemaakte Europese interne markt en de verdere gezondmaking van de overheidsfinanciën.

2.1. De werking van het Ministerie van Financiën als een goede openbare dienst is essentieel voor een verbetering van de onderlinge banden tussen de burger en zijn Instellingen.

Het is vanuit dit oogpunt dat men de bestaansmiddelen moet beoordelen die het administratief apparaat financieren en in totaal 43,8 miljard frank belopen (tegen 42,6 miljard frank in 1992).

Zo zullen in de loop van het begrotingsjaar 1993 belangrijke inspanningen worden gedaan om de fiscale verplichtingen voor de burger te vereenvoudigen (het projekt BELCOTAX helpt de aangifte in de personenbelasting desgevallend overbodig maken). Het operationeel maken van het projekt CADNET met als gevolg de automatische bijwerking van de kadastrale leggers, zal de samenstelling van het kadastraal inkomen van de burger sneller helpen aanpassen aan zijn nieuwe toestand inzake eigendom van onroerende goederen. De harmonisering van de fiscale procedures zal de totstandkoming van een enige invorderingsadministratie bewerkstelligen zodat de belastingplichtige terzake vereenvoudiging en een grotere rechtszekerheid zal ervaren.

Ook de inspanningen op het vlak van het personeelsbeleid en van de interne en externe communicatie, oriënteren het gebruik van de bestaansmiddelen op de burgervriendelijke weg.

Het zijn enkele voorbeelden van concrete projecten die essentieel deel uitmaken van het in 1992 ingezet Vijfjarenplan (zie punt 3).

Bovendien mag men niet uit het oog verliezen dat de voorziening van 1.400.000.000 frank middelen voor de Nationale Kas voor Rampenschade dienen om de burgers tegemoet te komen in de schade veroorzaakt door de stormwinden van het voorjaar van 1990 en van wie de dossiers in de loop van 1993 voor uitbetaling zullen zijn afgewerkt.

2.2. In het Ministerie van Financiën neemt de realisatie van de Europese interne markt concreet vorm aan door de herstructurering van de Administratie der douane en accijnzen waarop nader wordt ingegaan onder punt 3.2.2., en de uitbreiding van de geautomatiseerde gegevensverwerkingscapaciteit voor de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. Dit terwijl de Administratie van de thesaurie instaat voor de afronding van het moderniseren van de financiële markten en haar eigen financiële produkten. Deze omturning van de Administratie vertaalt zich in de reeds voornoemde bestaansmiddelen. De Belgische bijdrage in de financiering van de Europese Gemeenschappen vergt benevens begrotingsmiddelen een jaarlijks toenemende financiële inspanning.

De realisatie van de Staatswaarborg voor het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet (CBHK) en het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet (NILK), in het kader van de herstructurering van de Openbare Kredietinstellingen, situeert zich met een budgettaire weerslag van 2.445.000.000 frank (programma 61/4) eveneens tegen de achtergrond van de totstandkoming van de Europese interne markt.

2.3. De sanering van de openbare financiën moet vooral worden bereikt door het vijfjarenplan voor de fiscale administraties te begeleiden met een doortastend personeelsbeleid en geschikte logistieke steun op het vlak van de automatisering, alsmede met een actief beheer van de Staatsschuld. Deze begroting beoogt terzake concrete resultaten.

2.4. De interdepartementale provisies ten belope van 3.640.900.000 frank vertegenwoordigen de totaal gekende behoeften die nu reeds in het geraamde netto te financieren saldo moeten verrekend worden zonder dat een departementale affectatie momenteel mogelijk of wenselijk is. De Regering beschouwt de verdeling van deze middelen in de loop van het begrotingsjaar als deeluitmakend van het zich in 1993 concretiserend beleid. Deze provisie heeft het karakter van een "plafonnering" waardoor bij de latere verdeling de effectieve toewijzing der middelen zal gebeuren in functie van het grootste nut.

3. *Het Ministerie van Financiën en de burger of, "het Vijfjarenplan voor de fiscale administraties".*

De huidige organisatie en werking van de fiscale besturen zijn ongetwijfeld vatbaar voor merkbare verbeteringen inzake efficiëntie, mits een grondige reorganisatie.

Het Vijfjarenplan wil dit realiseren via de globalisering en coördinatie van een aantal zelfondersteunende projecten die kaderen in een lange-termijnstrategie.

Het plan beoogt door structurele hervormingen:

- een efficiëntere organisatie van de fiscale besturen te bekomen (door rationaliseren en harmoniseren) met een hogere productiviteit van de ingezette middelen;
- een meer rechtvaardige, billijke en gelijkmatige inning van de belastingen te bereiken.

Het plan, getuigt van de vaste wil om de fiscale besturen op termijn grondig te reorganiseren en te moderniseren.

In de loop van het jaar 1992 kregen enkele punten van het Vijfjarenprogramma duidelijker vorm. Dit is vooreerst het geval voor de begeleidende maatregelen die onder punt 7.6. van de algemene beleidslijn voor 1992 werden vermeld.

- De Administratie heeft een voorontwerp van wetboek inzake fiscale procedures uitgewerkt dat, na overleg met het Ministerie van Justitie, aan de Ministerraad zal worden voorgelegd om te worden ingediend bij het Parlement.

- De "interne auditcel" zal per 1 oktober 1992 operationeel zijn. De selectieprocedure is thans beëindigd.

- Het projekt "BELCOTAX" beoogt aan natuurlijke personen waarvoor voldoende gegevens beschikbaar zijn voor het invullen van de aangifte in de personenbelasting, vrijstelling voor het indienen van de aangifte te verlenen. De voorbereidende werkzaamheden zijn dermate gevorderd dat voor het aanslagjaar 1994 de nieuwe procedure binnen handbereik komt te liggen.

- De fiscale documentatiebank is eveneens in volle ontwikkeling.

- Bijkomend zullen binnen de Administratie der directe belastingen zes gewestelijke invorderingsdirecties worden ingesteld en zullen 75 ambtenaren van niveau 1 ter versterking in de invorderingssector worden tewerkgesteld in "juridische cellen".

Zodoende worden enkele voorwaarden verenigd die de planmatige totstandkoming van het Vijfjarenplan terdege voorbereiden.

In de loop van de jaren 1993, 1994, 1995 en 1996 zullen een belangrijk deel van de 43,8 miljard bestaansmiddelen van het departement worden georiënteerd derwijze dat de nieuwe structuren levensvatbaar worden. Over de vijf kernpunten van het Vijfjarenplan wordt bondig de stand van zaken geschetst in functie van de graad van verwezenlijking.

3.1. De herstructurering van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie zal spoedig worden uitgevoerd.

De structurele reorganisatie van de buitendiensten, afgestemd op de actuele noden inzake fraudebestrijding, beoogt een meer functionele en efficiënte organisatie van deze Administratie.

De kwaliteit van het personeel en een grotere personeelsstabiliteit zal worden in de hand gewerkt door het uitwerken van loopbaanmogelijkheden die evenwaardig zijn aan deze die van toepassing zijn in de administraties van oorsprong van de bij de B.B.I. werkzame ambtenaren.

Tenslotte wordt een betere selectie van de door de B.B.I. te behandelen dossiers doorgevoerd.

3.2. De integrale reorganisatie van de Administratie der douane en accijnzen werd volledig gerealiseerd met het oog op de voltooiing van de Europese interne markt per 1 januari 1993. Een afdoende oplossing werd bewerkstelligd voor de 1.922 personeelsleden die bij deze hervorming betrokken zijn. De overgang van het personeel in overtal naar andere administraties en de daarbij vereiste begeleidingsmaatregelen zijn op dit ogenblik in volle uitwerking en worden nader omschreven onder het hiernavolgend punt 4.2.2..

3.3. Tot de oprichting van een invorderingsadministratie worden systematisch structuurbeslissingen genomen die de nieuwe entiteit voorbereiden.

Door voor alle belastingen een gemeenschappelijke invordering te creëren zou met een zestigtal invorderingsdiensten een "enige rekening" per belastingplichtige kunnen worden ingevoerd. Een uitvoering vanaf 1995 in twee fasen zou eerst de invordering inzake directe belastingen en B.T.W. beogen, en nadien de invordering van de overige belastingen.

Met het oog hierop werd in 1990 reeds de herstructurering van de ontvangkantoren der directe belastingen verwezenlijkt en werd het aantal ontvangkantoren met een honderdtal verminderd. In de loop van 1992 en 1993 wordt geleidelijk de volledige automatisering van de inning en van de comptabiliteit van de ontvangkantoren der directe belastingen doorgevoerd.

Een werkgroep onderzoekt op dit ogenblik de huidige werkmethodes met het oog op hun vereenvoudiging en rationalisering en voert een studie uit omtrent de oprichting van zes gewestelijke directies voor de invordering. Bovendien bereidt men de oprichting voor van "juridische cellen" die in de invorderingssector hun medewerking zullen verlenen bij het uitoefenen van vervolgingen en moeten bijdragen tot een wezenlijke verbetering van de invorderingen.

Er wordt voorzien dat deze juridische cellen bemand worden met 75 Adjunct-controleurs. Het is de bedoeling dat deze cellen nadien zullen geïntegreerd worden in de op te richten enige invorderingsadministratie.

3.4. De Administraties betrokken bij de harmonisering van de ambtsgebieden van de Registratie- en Kadasterkantoren zullen rond eind oktober eerstkomend hun conclusies en voorstellen formuleren derwijze dat de overleg- en consultatieprocedures kunnen aanvatten. Er wordt gestreefd naar ambtsgebieden die volledige administratieve gemeenten omsluiten en zich situeren binnen hetzelfde gerechtelijk arrondissement. Het aantal ambtsgebieden dient daarbij te verminderen. Op het niveau van de Gewestelijke Directies en de Inspecties werd onderzocht op basis van welke criteria het werkvolume van de kantoren van het Kadaster en van de Registratie kan worden herverdeeld en toegewezen.

Het operationeel worden van deze harmonisering wordt gepland in de loop van 1993 om te zijn afgerond op 31 december 1993.

3.5. De functionele hergroepering van de diensten der Directe Belastingen en van de B.T.W. is een omvangrijke operatie die grondige voorstudie vereist.

In essentie zou het land worden opgedeeld in 180 ambtsgebieden met "beheerscentra". Aldus ontstaan 180 ambtsgebieden met ieder één beheersdienst inzake directe belastingen en één inzake B.T.W.. Deze "beheersdiensten" staan in voor het "beheer" van het fiscaal dossier en voor de controle van de loontrekkenden.

Het land zou zestig afzonderlijke beheersdiensten inzake vennootschapsbelasting tellen.

Er zouden zestig ambtsgebieden worden gevormd waar "controlecentra" op een polyvalente wijze belast worden met de verificatie van de globale situatie van de ondernemingen, in de brede zin van het woord.

Het ambtsgebied van deze controlecentra groepeerde de gebieden van drie beheerscentra inzake personenbelasting en B.T.W., en valt samen met één beheerscentrum inzake vennootschapsbelasting.

Deze hervorming is evenwel afhankelijk van :

- een talrijkere en snellere aanwerving van gekwalificeerd personeel;
- de polyvalentie van de ambtenaren van niveau I en dus de polyvalentie van hun vorming;
- de verdere automatisering en informatisering;
- de huisvesting in gemeenschappelijke gebouwen;
- de harmonisering van de procedures en de vereenvoudiging van de wetgeving.

Om dit deel van het Vijfjarenplan te realiseren:

- zal de vorming inzake personen- en vennootschapsbelasting van de BTW-ambtenaren worden aangevangen;
- zal het principe van de alfabetische indeling van de belastingplichtigen voor de beheersdiensten en controlecentra, concreet uitgewerkt worden.

- zal de studie worden afgesloten inzake de oprichting van BTW-beheersdiensten natuurlijke personen en BTW-beheersdiensten vennootschappen in de vier grote agglomeraties Antwerpen, Brussel, Gent en Luik zodat volledige harmonisatie zal worden bekomen;
- zullen de vestigingscriteria worden uitgewerkt die zullen moeten worden gehanteerd teneinde de belastingplichtigen in overeenstemmende BTW en DB-ambtsgebieden te kunnen onderbrengen;
- zullen de personeelsbezetting, de inplanting en de vereiste oppervlakte naar de behoefte van de nieuwe diensten worden toebedeeld;
- zullen de functionele werkmethodes (bv. controleprocedures) en de onderlinge samenwerking van de nieuwe diensten definitief worden bepaald;
- zal onderzocht worden in welke mate de nieuwe diensten zo goed mogelijk kunnen inspelen op de ontwikkelingen inzake boekhouden, informatica en fraude.

Deze hervorming wordt gepland met ingang van 1 januari 1995.

In afwachting van deze grondige reorganisatie zal vanaf heden een belangrijke inspanning worden gedaan om de controle van de ondernemingen te versterken en daartoe het nodige gekwalificeerd personeel ter beschikking te stellen.

De begrotingsmiddelen die op de begroting voor 1993 daartoe worden uitgetrokken, leiden daarom rechtstreeks tot volgende acties :

- het talrijker en sneller aanwerven van gekwalificeerd personeel, met name de tweede en derde schijf van de 1.500 contractuele ambtenaren van niveau 1 en 2;
- de intense informatisering en automatisering van de diensten.

De realisatie van het Vijfjarenplan zal ongetwijfeld geen gemakkelijke opdracht zijn en zal veel moed en doorzettingsvermogen vergen van de gezagdragers van Financiën en van de ambtenaren. Ook zal, om het plan te ondersteunen, een extra-investering in gekwalificeerd personeel, in informatica en in een adequate huisvesting van de ambtenaren noodzakelijk zijn.

4. Het Ministerie van Financiën en de ééngemaakte Europese markt.

4.1. De financiële markten en produkten.

De grootste uitdaging, de modernisering van de financiële markten en produkten met het oog op het in voege treden van de Europese interne markt, werd sedert 1988 systematisch op weg gezet.

In de periode 1988 - 1992 werden vernieuwende initiatieven genomen op het vlak van het wettelijk kader waarin de financiële organisatie van het land gemoderniseerd diende te worden. Het is nodig te herinneren aan de dringende noodzaak om van overheidswege passend in te spelen op:

- de groeiende vrije concurrentievorming ingevolge de eenmaking van de Europese markt;
- de financiële produktencreatie die uitgaat van de technologische vernieuwingen;
- de noodzaak om te komen tot een transparante en snelwerkende markt;
- de behoefte aan betrouwbare financiële informatie.

4.1.1. Met het instellen van een meldingsplicht (wet van 2 maart 1989) die het de Commissie voor Bank- en Financieuzen, de betrokken vennootschap en haar aandeelhouders mogelijk maakt om ingelicht te worden over een belangrijke verschuiving in het aandeelhouderschap, en het instellen van een wettelijk kader waarbinnen men het openbaar aankoopaanbod reglementeert, evenals het invoeren van het begrip "misbruik van voorwetenschap" (wet van 9 maart 1989), werd reeds een betere transparantie van de financiële operaties in het land tot stand gebracht.

Het concept van de grote Europese eenheidsmarkt legt de klemtoon op de vrije concurrentie in de financiële sector.

4.1.2. De wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten concretiseert de institutionele modernisering van de Belgische financiële markten. Inmiddels is deze wet gewijzigd wat de instellingen voor beleggingen in schuldvorderingen betreft door de wet van 5 augustus 1992 die het juridisch kader heeft aangevuld, derwijze dat de effectisering van schuldvorderingen in België mogelijk wordt.

De kans om als Belgisch financieel centrum maximaal voordelen te halen uit de tot stand komende Europese integratie werd versterkt door een uitgebreid gamma van financiële produkten en diensten te ontwikkelen die ongehinderd toegankelijk zijn voor een zo ruim mogelijk publiek van Belgische als buitenlandse beleggers. Dit gebeurde reeds gedeeltelijk met de wet van 4 december 1990.

4.1.3. Dat de overheid, als belangrijke vrager op de financiële markt, hier eveneens op diende in te spelen lag voor de hand en leidde tot de totale hervorming van de markt van de effecten van de overheidsschuld. Ook de overheid diende zich aan te passen aan de principiële vrije concurrentie in de financiële sector. Zoiets ging noodzakelijkerwijs gepaard met het hervormen van het monetair beleid doordat de geprivilegieerde band tussen de Schatkist en de Nationale Bank in dergelijke context niet langer wenselijk was.

Dergelijke ingreep werd reeds voorbereid door de aantrekkelijkheid van de Belgische frank te verhogen door de hindernissen op te ruimen die bestonden in hoofde van de roerende voorheffing (vermindering van 25 naar 10% op 1 maart 1990), de opheffing van de dubbele wisselmarkt op 5 maart 1990 en de beslissing in juni 1990 om de Belgische frank te koppelen aan de sterke EMS-munten.

Met de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium werd de Schatkist op de financiële markten een geld- en kapitaalvrager zoals andere vragers, waardoor ze thans meer marktconform optreedt.

Zodoende is het begrotingsbeleid beter afgelijnd van het monetair beleid. Doordat de monetaire financiering van de staatsschuld door de Nationale Bank werd doorgeknipt, wordt een bijkomende stimulans gegeven aan de geld- en kapitaalmarkt waar de concurrentie ongehinderd kan spelen. Dit garandeert anderzijds aan de Schatkist dat ze de financieringskosten van de overheid tot het laagst haalbare peil kan terugdringen.

De uitgifte van schatkistcertificaten berust thans op het in competitie brengen van de beleggers en op een uitbreiding van de toegang tot die uitgifte voor de niet-financiële ondernemingen van het land. De schatkistcertificaten hebben de vorm aangenomen van gedematerialiseerde effecten om de snelheid en de veiligheid van hun verhandeling tussen de houders te verhogen.

4.1.4. De wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen heeft deze sector op weg gezet om op dezelfde voet te kunnen werken als de particuliere financiële instellingen.

Zowel de werkingsvoorwaarden als de controle ervan werden geharmoniseerd.

Dit gebeurde uitdrukkelijk in het Europees kader van het openstellen van de grenzen voor vrij verkeer van kapitalen en diensten en de daaruit voortvloeiende vrije concurrentie. De werkings- en concurrentievoorwaarden werden evenwel uitgewerkt zonder de publieke verankering in het gedrang te brengen en zonder hun specifieke functies en hun sociale opdrachten teniet te doen. De herstructurering van de ASLK-pool van de openbare kredietsector zal operationeel zijn op 1 oktober 1992.

De vier hervormingen dient men steeds te situeren tegen de Europese en de binnenlandse achtergrond: de noodzaak om ons nationaal recht eensluidend te maken met de verscheidene Europese Richtlijnen naast de niet-aflatende bekommernis om Brussel een volwaardige kans te schenken als aantrekkelijk financieel centrum.

Het Koninkrijk België is op al deze punten bij de vooravond van de Europese interne markt volledig operationeel.

4.2. De administratieve hervormingen

De aanpassing van het administratief apparaat aan de nieuwe Europese context bleef evenmin achterwege.

4.2.1. De Administratie van de thesaurie werd in 1990 uitgerust met een moderne "tradingroom". De investeringen in de automatisering en de modernisering van deze administratie worden verder gezet.

4.2.2. Op het vlak van de aanpassing van het administratief apparaat lag de grootste uitdaging evenwel bij de herstructurering van de Administratie der douane en accijnzen.

De herstructurering van de Administratie der douane en accijnzen in het kader van de Europese interne markt resulteerde in het afschaffen van 87 administratieve standplaatsen en een vermindering van de effectieven op 74 standplaatsen.

Op een kader van 8.154 betrekkingen dat per 31.12.1992 met 6.432 eenheden bezet is, vertaalt dit zich in 1.922 ambtenaren van wie de betrekking door de herstructurering getroffen wordt.

Voor de getroffen ambtenaren die in 1993 de leeftijd van zestig jaar bereiken of overschreden hebben, wordt nagegaan wie per 1 januari 1993 te kennen geeft vervroegd met pensioen te willen gaan.

Voor de getroffen ambtenaren die de leeftijd van 55 jaar hebben bereikt, wordt nagegaan in welke mate ze in de loop van 1993 een aanvraag tot disponibiliteit wegens persoonlijke redenen voorafgaand aan een vervroegde inruststelling van ambtswege op zestig jaar zullen indienen.

De andere getroffen ambtenaren komen in aanmerking voor reclasseringsmaatregelen onder de vorm van ofwel een mutatie binnen de Administratie der douane en accijnzen ofwel een beziging door de andere Administraties van het Ministerie van Financiën en door andere ministeries en openbare diensten met inbegrip van de provincies en de gemeenten.

De bezigingsbetrekkingen worden opgenomen in een uitdovende personeelsformatie die een betrekking bevat voor al de te bezigen ambtenaren. De betrekkingen van deze formatie worden opgeheven naarmate de eraan gehechte ambtenaren vertrekken.

Op dit ogenblik wordt voor 1.084 ambtenaren een nieuwe betrekking voorzien, verklaarden 286 ambtenaren vervroegd met pensioen te zullen gaan en verkiezen 552 de disponibiliteitsregeling.

Er werd voorzien in een stelsel van uitdovende of eenmalige vergoedingen zoals een omscholingspremie, een verhuisvergoeding en een vergoeding in het geval de weg van huis naar kantoor en/of de tijdsduur van de reis hoger uitvallen dan in hun huidige toestand. Deze nieuwe premies worden geraamd op 145,5 miljoen frank die evenwel grotendeels verdwijnen en nu reeds voor 62,9 miljoen frank gecompenseerd werden op de werkingskosten en voor 164,4 miljoen op het vlak van de weddemassa.

De uitdovende weddemassa wordt uiteindelijk geraamd op 1.382,4 miljoen frank.

4.2.3. Het wegvallen van de fiscale grenzen in de E.E.G. en de ermee gepaard gaande afschaffing van de interne douanecontrole zoals opgenomen in de gewijzigde richtlijn 77/388/EEG van de Raad, verplicht België anderzijds tot het opzetten van een nieuw geautomatiseerd controlesysteem. De op 29 januari 1992 goedgekeurde BTW-verordening nr. 218/92 van de Raad inzake de administratieve samenwerking verplicht de bevoegde autoriteiten van de lid-staten tot het houden van een elektronische gegevensbank voor de opslag en de verwerking van de gegevens waartoe de autoriteiten van de andere lid-staten automatisch en onverwijld toegang moeten krijgen.

Het betreft enerzijds het bijhouden van een consulteerbaar bestand van de BTW-plichtigen in een lid-staat en anderzijds het trimestrieel verzamelen van de gegevens met betrekking tot de intracommunautaire omzet.

In het kader van het in werking treden van de Europese interne markt, zal het aantal BTW-plichtigen toenemen alsook de werkzaamheden van de BTW-controlekantoren met betrekking tot het registreren van de gegevens over de leveringen van goederen en diensten van de BTW-plichtigen aan deze van andere EEG-lid-staten.

Reeds ter gelegenheid van de begrotingscontrole van 1992 werd in de geamendeerde begoting van 1992 een krediet van 50 miljoen voorzien voor de uitbreiding van de verwerkingscapaciteit van geautomatiseerde informatie bij de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. Deze verwerkingscapaciteit zal per 1 januari 1993 operationeel zijn wat deze nieuwe EEG-verplichtingen inzake de BTW-wetgeving betreft. De aangevraagde begrotingsmiddelen voor 1993 laten de financiering toe van de bijkomende apparatuur, de internationale communicatiekosten en de tijdelijke inzet van bijkomend personeel.

5. Het Ministerie van Financiën en de gezondmaking van de Openbare Financien.

De bijdrage van het Ministerie van Financiën in de gezondmaking van de openbare financiën kan niet bekomen worden zonder de noodzakelijke herstructureringen te ondersteunen met een gepast instrumentarium.

Een actief beheer van de Staatsschuld moet de grootste uitgavepost van de Belgische Rijksbegroting zo strikt als mogelijk helpen beheersen.

Het verzekeren van een optimale opbrengst uit de toepassing van de fiscale wetten vereist anderzijds een waakzaam personeelsbeleid en een doelgerichte automatisering.

Deze begroting beoogt de vooropgestelde hervormingen te ondersteunen met volgende beleidsopties terzake.

5.1. Een actief beheer van de Staatsschuld.

Twee jaar na de hervorming van 29 januari 1991, en nu de nieuwe produkten van deze hervorming (lineaire obligaties, schatkistcertificaten, leningen en plaatsingen op de interbankenmarkt) technisch goed op punt staan, gaat de aandacht van de Schatkist uit naar een aantal mogelijke verbeteringen.

Daarbij wordt in het bijzonder gedacht aan:

- a) de uitgifte van lineaire obligaties in ECU;
- b) de aanbestedingen van terugkoop en omruiling van klassieke leningen opvoeren, en dit met twee bedoelingen: de markt vertrouwd maken met dit soort produkten en mikken op de herbelegging in lineaire obligaties van vrijgekomen papier;
- c) de dematerialisatie van effecten bevorderen;
- d) produkten stimuleren die afgeleid zijn van hedendaagse uitgiftes zoals "futures" en "options".

De beleidsverantwoordelijken van de Schatkist die concreet en onverdroten de invoering van een Europese munteenheid in het kader van een Europese monetaire Unie willen ondersteunen, hebben een programma opgesteld voor de uitgifte van lineaire obligaties en "Euro-commercial paper" in Ecu. Deze twee programma's zullen in gebruik genomen worden in functie van de toestand van de markt.

Wat de uitgiftes betreft die ook toegankelijk zijn voor de partikulieren, zal er vooral aandacht geschonken worden aan de diversifiëring van de produkten zoals bijvoorbeeld de uitgifte van kapitalisatieleningen.

De uitgiftes in vreemde munt van hun kant zijn in de eerste plaats gericht op de hernieuwing in 1993 van vele leningen op lange termijn.

Nieuwe middelen die geboden worden inzake informaticabeheer zullen ontwikkeld worden en ook wordt gedacht aan de mogelijkheid de diensten te reorganiseren naar het model waarop de banken werken.

De Schatkist zal in de loop van het jaar 1993 de volgende doelstellingen nastreven:

- meer openbare schuld consolideren;
- de gemiddelde duur van de leningen verlengen via langere eindvervaldagen;
- de vervaldagenkalender verlichten;
- zich meer rechtstreeks tot de partikulieren richten door de frequentie op te drijven van uitgiftes die voor hen toegankelijk zijn en door aangepaste produkten op de markt te brengen die beantwoorden aan hun verwachtingen inzake diversifiëring.

5.2. Het personeelsbeleid: kwaliteit en communicatief.

5.2.1. De hervorming van de personen- en de vennootschapsbelasting, de herstructurering van de ontvangkantoren, en het verder uitbouwen van diverse automatiseringsprojecten noodzaken tot een handhaven van het huidig effectief. Op een kader van 34.040 betrekkingen betekent dit momenteel slechts een gemiddelde bezettingsgraad van 83,4 percent.

De handhaving van het effectief werd in 1990, 1991 en 1992 in de regel bewerkstelligd door bij de Administraties der directe belastingen en van de B.T.W., registratie en domeinen de vertrekken op te vangen met statutaire wervingsmachtigingen.

In de mate dat de vervanging door statutairen niet geheel realiseerbaar was, omwille van de termijn van de wervingsprocedure, een onvoldoende aantal laureaten of het gebrek aan reactie vanwege de laureaten, werden de openstaande betrekkingen ingevuld door contractuele personeelsleden.

Maar zowel de noodzaak om een stiptere controle van de ondernemingen te verzekeren, alsmede het uitzonderlijk en tijdelijk karakter van de gecumuleerde werkzaamheden die de automatisering van de ontvangkantoren der directe belastingen en de automatisering van de registratiekantoren met zich brengen, hebben tot uitzonderlijke maatregelen genoodzaakt.

De controlediensten inzake vennootschapsbelasting zijn in een eerste fase versterkt met 600 contractuele adjunct-controleurs en adjunct-verificateurs. Volgens het plan zouden in de periode 1991-1993 aldus 1500 contractuele krachten worden aangetrokken, waarvan de wervingsmodaliteiten inhoudelijk gelijkwaardig zijn aan deze van statutaire krachten. Met deze evenwel snellere contractuele aanwerving wil men anticiperen op de statutaire wervingen van de jaren 1992 tot 1995. Daardoor kan zowel de controle van de ondernemingen geïntensifieerd worden, terwijl ook de realisatie van het Vijfjarenprogramma voor de fiscale besturen realistische kansen op slagen krijgt.

Het is daarbij de bedoeling dat de contractuele krachten zouden deelnemen aan de examens uit te schrijven door de Vaste Wervingssecretaris in het kader van de wervingsmachtigingen waarover het Departement beschikt of in de toekomst zal beschikking krijgen, zodoende dat in 1995 de nieuwe structuren het nodige gekwalificeerd personeel zouden bezitten.

Deze operatie is een conditio sine qua non om een rationalisering van de fiscale opdracht van het departement kansen op succes te bieden.

Evenwel houdt deze begroting rekening met de algemene aanwervingsstop waartoe de Regering beslist heeft. Zoals oorspronkelijk werd voorzien zal in juni worden overgegaan tot een evaluatie van de eerste resultaten van de aanwerving van de 600 contractuelen. In tussentijd zal het oorspronkelijk vooropgezet vervangingsschema worden bijgestuurd. Desgevallend worden de kredieten nodig tot de financiering van de eventuele aanwervingen in 1993 overgeheveld uit de interdepartementale provisie waar terzake een bedrag van 606,3 miljoen werd gereserveerd.

Om de automatisering in de sector Registratie van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen te realiseren, worden aldaar 250 contractuele krachten ingezet, afkomstig van het contingent van 400 die de automatisering van de ontvangkantoren der Directe Belastingen hebben helpen begeleiden. Van dit contingent blijven er nog 150 ter beschikking van de bedoelde ontvangkantoren. Ook hier is de inzet van strategisch belang wil men de homogenisering van de ambtsgebieden van de Registratiekantoren en de kantoren van het Kadaster tijdig tot stand brengen. Hetzelfde geldt voor de basis die gelegd wordt voor de nieuw te concipiëren invorderingsadministratie.

Ook bij de Administratie der thesaurie werd een herstructurering van het kader doorgevoerd en worden 24 contractuelen in dienst genomen om de werkzaamheden van de Centrale Dienst voor Vaste Uitgaven tijdelijk te versterken.

5.2.2. Inzake het kwalitatief aspect van het personeelsbeleid worden de krachtlijnen van het verleden doorgetrokken en versterkt. Als kwalitatieve elementen worden onderscheiden: de vorming en de informatie.

De Nationale School voor Fiscaliteit en Financiën en de centra voor beroepsopleiding van de fiscale administraties die gespreid zijn over het gehele land concretiseren het dagelijkse vormingsbeleid. Deze infrastructuur werd in de voorbije vijftientig jaar uitgebouwd tot een steeds intenser inwerkende kwaliteitsfactor. Ze staat in voor de begeleiding van alle ambtenaren in de uitbouw van hun loopbaan. Omdat het organiek reglement van het Ministerie van Financiën de loopbaan afhankelijk maakt van het welslagen in proeven en examens, staat het Departement er voor in dat de voorbereiding optimaal en adequaat georganiseerd wordt. Samen met de belangrijke persoonlijke inspanningen van de ambtenaren zorgt dit vormingsbeleid voor het handhaven van de inhoudelijke kwaliteit van het Departement wat de onmiddellijke functionele behoeften betreft. De inhoud van de examenprogramma's, de keuze van de ambtenaren-lesgevers en de organisatie van de examens zorgen voor de bewaking van de inhoudelijke kwaliteit van de beroepsopleiding.

Naast de fiscaal- en financieeltechnische opleidingen wordt ook grote zorg besteed aan een algemene en polyvalentvormende opleiding. Het verwerven van elementaire kennis over de staatkundige organisatie van het land en de financiële organisatie van de Belgische economie - in haar Europese en mondiale context - dienen de ambtenaar ervoor te hoeden zijn technische kennis te isoleren in een onbeweeglijke denkwereld. Zowel de fiscaliteit, het schuldbeheer, de begrotingstechniek, als de controlemechanismen dienen een evolutieve ingesteldheid te kennen.

Deze benadering schept het nodige houvast voor ambtenaren die de dynamiek van hun functie aanvoelen en de technische kennis weten te relativiseren in het licht van de zich rond hen voordoende wijzigingen. Het schept betrokkenheid en openheid van geest, zowel in hoofde van de concrete problemen met de toepassing van de bestaande wetgeving, als in hoofde van de door het regeringsbeleid totstandkomende wijzigingen.

5.2.3. Om in deze context een efficiëntere administratie uit te bouwen wordt een intern informatiebeleid voorzien. Het is de bedoeling de personeelsleden in kennis te stellen van de wijzigingen die in de uitoefening van hun functies van belang zijn, en hen aldus eerste-lijn-informatie te verstrekken die hun taak vergemakkelijkt, nuttiger en aangenamer maakt, zowel ten overstaan van het publiek als binnen de eigen werkomgeving. Beter en sneller geïnformeerde ambtenaren kunnen efficiënter denken en handelen.

Terzake werd een personeelsblad tot stand gebracht dat momenteel tweemaandelijks verschijnt, terwijl op BRTN en TELE 21 tweemaandelijks informatie-uitzendingen worden verzorgd ten behoeve van de ambtenaren van het Ministerie van Financiën.

Terwijl in 1992 een actieplan ter verbetering van de interne communicatie werd gevoerd zal in 1993 de externe communicatie onder de aandacht gebracht worden.

5.2.4. Ook aan de beleidsvorming wordt grondig verder gewerkt.

Als eerste prioriteit geldt dat het management het evenwicht zal moeten bewerkstelligen tussen de aanwezigheid van jonge en goedgevormde krachten enerzijds en de rijke kennis van de ervaren ambtenaren anderzijds.

Het gestadig omvormen van de administratie tot een dynamisch en dienstgericht autoriteitsdepartement hangt in belangrijke mate af van het positief aanwenden van de krachten die uitgaan van het samengaan van traditie en standvastigheid enerzijds en modernisering en aanpassingskracht anderzijds.

Een goed management van het Ministerie van Financiën moet een rechtvaardige en efficiënte uitvoering van de financiële, de begrotings- en de fiscale wetgeving beogen. De goede materiële uitvoering van de wetten uit zich zowel in de conceptie van praktische reglementeringen en logische organisatiestructuren als in een doordachte en mensgerichte inzet van menselijke krachten, in combinatie met moderne technologie in een eigentijdse huisvesting.

5.3. De automatisering: versoepelen en versnellen van de administratieve werkzaamheden.

5.3.1. Voor de Administratie van het kadaster (programma 50.3) werd op 18 december 1991 een centrale configuratievernieuwing goedgekeurd. Het volledige netwerk bevat 10 regionale systemen en 954 p.c.'s als werkposten. Met een geautomatiseerd beheer van de gegevens die zijn opgenomen in de kadastrale leggers, worden de werkmethodes van deze administratie grondig gemoderniseerd. De bijwerking van de bestanden kan dan gebeuren vanuit de controlediensten. In tegenstelling tot de jaarlijkse bijwerking van de bestanden zullen de mutaties in de controlekantoren worden ingegeven van zodra die gekend zijn. Deze versnelde verwerking van de mutaties resulteert uiteindelijk in een versnelde inning van de onroerende voorheffing. Met het nieuwe bestand wordt eveneens een nationaal eigenaarsbestand gecreëerd.

Omwille van de regeringscrisis van einde 1991 was het om begrotingstechnische redenen niet mogelijk dit project volgens de oorspronkelijke planning operationeel te maken tegen 1 januari 1993.

De bekabeling van de dienstgebouwen werd in 1992 reeds aangevat in de mate van de beschikbare kredieten. De p.c.'s die overeenkomstig de beschikbare kredieten konden worden aangeschaft, werden in afwachting dat ze als werkpost kunnen fungeren, reeds geleverd. Zo kan het personeel zich reeds vertrouwd maken met de beoogde bureauticatoepassingen.

Het project zal in de loop van 1993 worden vervolledigd derwijze dat het per 1 januari 1994 geheel operationeel is.

De administratie zal zowel het professionele publiek van de immobiliënsector als de ambtenaren begeleiden bij het opstarten van de omschakeling. Het project geniet in 1993 absolute prioriteit.

5.3.2. Overeenkomstig hetgeen werd uiteengezet met betrekking tot het Vijffjarenplan voor de fiscale besturen, wordt nu de herstructurering van de ontvangkantoren der Directe Belastingen (programma 50.2) de integrale automatisering van de inningswerkzaamheden tot stand gebracht. Daarbij zorgt het geautomatiseerd systeem voor het bijhouden van de verschuldigde sommen, de aanzuivering van de betalingen en de terugbetalingen, de berekening van de intresten en van de kosten, het dagelijks en maandelijks afsluiten van de comptabiliteit, de opvolging van de verjaringen en van de vervolgingen, kortom, voor de integrale automatisering van de invorderingsdiensten. Zowel de investeringen in materieel als in personeel worden door deze begroting gedekt.

De uitvoering van het automatiseringsproject BELCONET bij de Administratie der directe belastingen vertegenwoordigt in de periode 1990 tot 1992 respectievelijk de investeringen van 90, 381,4 en 191,7 miljoen. In 1993 wordt daarvoor 180 miljoen uitgetrokken.

Het rationaliseren van de aangifteplicht inzake de personenbelasting (projekt BELCOTAX) moet tegen 1.1.1994 operationeel zijn.

5.3.3. In het kader van de eengemaakte Europese markt heeft de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen in 1992 haar informatieplicht ten overstaan van de andere Lid-staten georganiseerd. Ingevolge het wegvallen van de fiscale grenzen in de E.E.G. en de afschaffing van de interne douanecontrole heeft een B.T.W.-verordening van 27 januari 1992 de concrete maatregelen vastgesteld voor het opzetten van een geautomatiseerd controlesysteem.

Het betreft een elektronische gegevensbank ter verwerking van de gegevens die de nationale administraties tussen elkaar moeten kunnen uitwisselen. Bovendien moet een centrale gegevensbank ter registratie en identificatie van de B.T.W.-plichtigen worden bijgehouden.

De nieuwe werkwijze beoogt de betere inning van de B.T.W. en een grotere gelijkheid van behandeling van de ingezetenen van de verschillende Lid-staten inzake de B.T.W.-wetgeving.

Dit noodzaakt een uitbreiding van de geheugen- en verwerkingscapaciteit van de B.T.W.-computerconfiguratie en een gevoelige toename van de communicatiekosten. Voor 1992 werd de uitgave geraamd op 50 miljoen en vanaf 1993 op 78 miljoen op jaarbasis.

5.3.4. Voor de Registratiekantoren (programma 50.5) wordt de bijkomende aankoop van 500 personal computers voorzien, die eerder diende te worden uitgesteld. In een vorige fase werden reeds 500 PC's geleverd, benevens 180 terminalen en 80 PC's die eind van 1990 werden goedgekeurd.

5.3.5. Voor de Administratie der thesaurie (programma 61.0) wordt de nadruk gelegd op het beheer van de staatsschuld, terwijl ook een integrale kantoorautomatisering in alle diensten van deze Administratie zal worden verdergezet en geïntensifieerd.

De informatica inzake het beheer van de Staatsschuld zal in het algemeen worden geperfectioneerd ondermeer door de invoering van een gegevensbank die de controle, de integratie, de statistische synthese en een moderne comptabilisering van de gegevens mogelijk maakt.

Het is op deze algemene beleidsvisie dat het Ministerie van Financiën de haar toegewezen opdrachten en nagestreefde doelstellingen in 1993 zal realiseren.